

PREFET DU HAUT-RHIN

DECISION

RELATIVE A UN DOCUMENT D'URBANISME RELEVANT D'UN EXAMEN AU CAS PAR CAS EN APPLICATION DU 1^o DE L'ARTICLE R. 104-8 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 ;

VU la demande d'examen au cas par cas (y compris les informations transmises), présentée le 28 décembre 2015 par la commune de Guebwiller, relative à l'élaboration de son plan local d'urbanisme ;

VU la consultation de l'agence régionale de santé en date du 31 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que le projet consiste en l'élaboration du plan local d'urbanisme, qui constitue le cadre des projets et aménagements à venir dans la commune ;

CONSIDERANT que la commune est couverte par le plan de prévention des risques d'inondation de la Lauch, en cours de révision ;

CONSIDERANT que le projet de PLU prévoit d'étendre l'urbanisation sur une surface de 13,7 hectares, qui entraînerait la destruction de prairies gérées de manière extensive, de vergers et pré-vergers et de friches arborées ;

CONSIDERANT que les vergers, les prairies et les vignes notamment constituent des espaces tampons entre les zones urbaines et les espaces agricoles ou forestiers, dotés d'une valeur paysagère qui pourrait être réduite par le projet de PLU ;

CONSIDERANT que 175 logements sont prévus sur d'anciennes emprises industrielles pouvant avoir accueilli des activités potentiellement polluantes ;

CONSIDERANT qu'au regard des éléments fournis par la commune, l'élaboration du PLU est susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement ;

SUR proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine ;

DECIDE

Article 1er :

En application de la section trois du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU de Guebwiller est soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

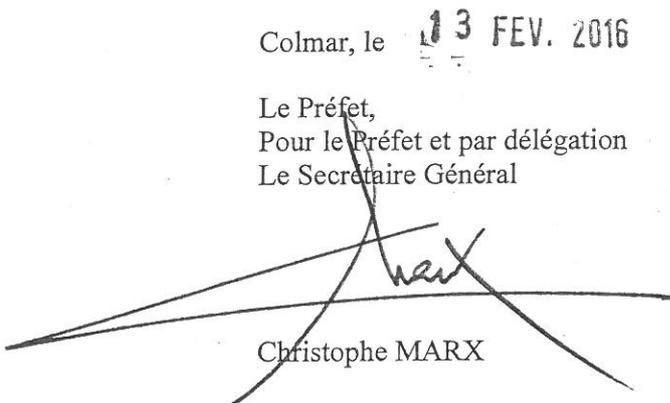
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la Préfecture du Haut-Rhin.

Colmar, le 13 FEV. 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Voies et délais de recours

1) Vous pouvez déposer un recours administratif avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :

Monsieur le préfet du Haut-Rhin
Préfecture
7 rue Bruat
B.P. 10489
68020 COLMAR Cedex

Il peut aussi être un recours hiérarchique adressé au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
Tour Sequoia
92055 PARIS LA DEFENSE Cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la présente décision.

Le recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal Administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG